



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Service mer et littoral

Pôle gestion du littoral

COMPTE-RENDU

Objet de la réunion : réunion publique de présentation d'un second projet de tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral (SPPL) sur les communes de Bricqueville-sur-Mer et Tourneville-sur-Mer.

Date : 15 juin 2023

Présents : Monsieur le sous-préfet d'Avranches, monsieur le sous-préfet de Coutances, DDTM 50 (SML, DTS, DTC), CD 50, SyMEL, garde du littoral, Conservatoire du littoral, OFB, mairie de Tourneville-sur-Mer, mairie de Bricqueville-sur-Mer, Com com GTM, une vingtaine de propriétaires ou exploitants des parcelles riveraines.

Rédacteur : Laurent de PONTFARCY, chef du pôle « Gestion du Littoral »

En attendant l'arrivée de tous les participants et le début de la réunion, les personnes présentes prennent connaissance des cartes exposées sur lesquelles figure le dernier projet de tracé du sentier littoral et des SPPL sur différents fonds cartographiques.

Mot d'accueil par monsieur le maire de Bricqueville-sur-Mer puis introduction des échanges par monsieur le sous-préfet de Coutances et monsieur le sous-préfet d'Avranches. Ces derniers rappellent l'importance d'un échange serein en dépit du fait que le sujet soit difficile puisque touchant à la propriété : les agents de l'État sont à l'écoute des propriétaires, comme leur nombre et leur qualité en témoigne.

Le chef du pôle gestion du littoral de la DDTM rappelle ensuite que cette réunion fait suite à une première réalisée fin mars. Elle a pour objectif de présenter une version corrigée du tracé des futures SPPL prenant en compte les remarques remontées par les propriétaires riverains lors de la première réunion. Il s'agit de recueillir leurs observations sur ce nouveau tracé et de répondre à leurs questions, en vue de présenter un dossier acceptable et robuste en enquête publique.

Le projet de tracé du futur sentier littoral est ensuite présenté par les délégations territoriales et le SyMEL, du nord au sud, en focalisant sur les SPPL et la passerelle au-dessus du Ruet.

1. Commune déléguée de Lingreville (présentation par François DUDOUIT, référent littoral de la DT Centre)

1.1. SPPL modifiée sur les 3 parcelles au nord et les 3 au sud de la cale de Lingreville

Les propriétaires de la parcelle la plus au nord (AB 57) ne sont pas d'accord avec le passage sur le haut de la dune et demandent à ce que le passage se fasse en pied de dune. Ils nous informent d'ailleurs qu'un ancien escalier, qui n'aurait pas été entretenu, permettait autrefois de descendre en pied de dune au nord de leur parcelle. Cet escalier pourrait-être restauré. (Remarque : variante proposée en 1^{re} réunion mais non reprise pour la 2^e compte-tenu de la dégradation de la dune qu'elle engendrerait). Ils évoquent également, à l'angle nord-est de leur parcelle, des lisses de clôture datant de 1969 et des pieds de tamaris que le projet de SPPL modifiée nécessiterait de détruire. Ils proposent en fin de réunion une alternative qui consisterait à passer à l'arrière de leur propriété (Remarque : cette solution avait été envisagée au tout début de la réflexion mais non retenue faute de justification solide). Hors réunion et à leur demande, il est convenu de rencontrer ces propriétaires sur place durant l'été.

Ils nous font également part du désaccord de leur cousin, propriétaire des trois parcelles au sud de la cale (AC 266, AC 267, AC 268), sur le projet de SPPL modifiée. Il n'est cependant pas présent à la réunion. (Remarque : il serait opportun de rencontrer ce propriétaire lors de la visite chez ses cousins).

1.2. Continuité du sentier littoral via la route communale au nord du havre de la Vanlée

Cette route est jugée trop étroite et dangereuse par les riverains. Les automobiles y roulent très vite. Certains riverains suggèrent une SPPL modifiée longeant la route dans une bande de 3 m traversant les parcelles immédiatement dans son sud. (Remarque : 30 parcelles concernées dont 13 privées).

Les propriétaires de la parcelle AC 386 nous informent que leur parcelle est déjà très diminuée par l'érosion et qu'une SPPL de droit ne leur laisserait plus beaucoup de terrain. Ils s'interrogent également sur la possibilité de rachat de leur parcelle par le CdL avant qu'il n'en reste plus rien. Ils sont informés que le projet de tracé a été modifié à cet endroit depuis la première réunion pour tenir compte de l'érosion. Le tracé présenté aujourd'hui envisage une continuité du sentier littoral via la route communale. La SPPL de droit sur la parcelle AC 386 n'est donc plus d'actualité. Ils ont par ailleurs l'opportunité de rencontrer les agents du CdL en fin de réunion pour évoquer le rachat de leur parcelle.

2. Passerelle sur le Ruet (présentation par Saïd EL MANKOUCH, directeur au Département et directeur du SyMEL)

Le passage du Ruet est l'un des points noirs identifiés pour la continuité du cheminement littoral sur le département. La passerelle fait la jonction entre les 2 communes et doit assurer la continuité du cheminement littoral de manière durable tout en étant suffisamment légère pour préserver les milieux. Lors de la première réunion, l'étude de son déplacement plus en aval sur le Ruet avait été demandée.

M. EL MANKOUCH nous informe que le CD50 est en cours d'acquisition de la parcelle ZC 156 (incluse dans la zone de préemption Espaces Naturels Sensibles du Département) sur laquelle il est prévu que la passerelle prenne appui côté Lingreville, et qu'un déplacement de la passerelle vers le littoral serait techniquement bien plus difficile à réaliser. La portée de

l'ouvrage passerait rapidement de 18 m à 30 m, ce qui serait beaucoup trop imposant pour un ouvrage piétonnier qui se doit de rester léger et bien intégré. Par ailleurs, la pérennité de l'ouvrage ne pourrait être assurée même à court terme en raison de la forte érosion des berges du Ruet dans ce secteur.

Le maire de Bricqueville-sur-Mer intervient alors pour nous informer que conserver l'emplacement de la passerelle prévu aujourd'hui risque de retarder considérablement le projet pour des raisons personnelles à la propriétaire riveraine. M. EL MANKOUCH précise qu'il est disposé à évoquer les éléments personnels relatés par M. Le Maire avec Mme PARFAIT dans le prolongement de la réunion.

Lors de la 1^{re} réunion, Mme PARFAIT nous avait par ailleurs informés de la présence de tadornes à l'emplacement prévu pour la passerelle. Nous l'informons que nous avons réalisé plusieurs visites sur le terrain en présence des gardes du littoral sans avoir observé de tadornes à proximité du projet de passerelle. Nous avons également consulté le GONm sur cette question, qui nous indique que le tadorne niche bien ponctuellement dans les fourrés le long du Ruet, mais il n'y élève pas les jeunes. Le projet ne leur pose pas de problème.

3. Commune de Bricqueville-sur-Mer (présentation par Eric LECLERCQ, référent littoral à la DT Sud)

3.1. SPPL de droit sur la parcelle ZC 1

Cette parcelle privée, avec l'accord de son propriétaire, sert de parking pour les usagers de la ZMEL gérée par l'Association des Mouillages du Havre de la Vanlée (AMHV). Ils craignent que le stationnement de leurs véhicules entraîne une confusion conduisant les usagers du sentier littoral à se garer sur cette même parcelle. Ils ne sont par ailleurs pas favorables à la SPPL qui va grever leur espace de stationnement. (Remarque : nous sommes ici sur une SPPL de droit que les arguments évoqués ne justifient pas de modifier).

3.2. Continuité du sentier littoral via la route départementale dite « des Salines » (D442E)

Les riverains considèrent le passage sur cette route comme dangereux à cause de l'étroitesse de la chaussée, des pignons de maisons qui y réduisent la visibilité, et de la circulation rapide de véhicules divers, dont de gros engins de type tracteurs ostréicoles. Le maire de Bricqueville-sur-Mer fait remarquer que le GR emprunte cette portion de route et qu'à sa connaissance, il n'y a jamais eu d'accident. Selon lui, la présence de nombreux piétons et cyclistes incite justement les conducteurs à la vigilance et à la prudence. Le passage des piétons du côté havre n'est de toute façon techniquement pas possible en raison du terrain et des portes à flots. La solution qu'il préconise, et qu'il est prêt à porter au CD50, serait de mettre la route à sens unique. Cependant, les riverains et les exploitants n'y sont pas favorables.

3.3. SPPL de droit du sud de la route submersible à Bréhal

Un riverain fait remarquer qu'il y a également 2 portes à flots dans ce secteur. Elles ne gêneront cependant pas puisque le passage doit se faire en amont sur les parcelles, et non pas sur le DPM. Il fait également remarquer la présence d'un forage dans la bande des 3 m. Ce point va être étudié par les services de l'État. Enfin, il indique qu'il a planté des haies à la

demande de l'État et qu'on va les lui détruire (Remarque : il n'est pas envisagé de couper ces haies mais de les longer à l'intérieur de la parcelle).

Un riverain nous rappelle que la SPPL passe ici sur d'anciennes décharges aujourd'hui enfouies. La DDTM va faire le nécessaire pour que ces décharges soit identifiées dans l'inventaire des décharges littorales du BRGM. Elles pourront ainsi faire l'objet d'une expertise puis, si elles remplissent les conditions, elles pourront intégrer le plan national de résorption des décharges littorales. Les riverains mettent en garde sur cette idée pour diverses raisons. À ce jour, aucun rejet n'est observé dans le milieu naturel.

Des riverains demandent à ce que des clôtures soient posées par les éleveurs de moutons, et que celles qui seront éventuellement enlevées soient remplacées par d'autres de qualité suffisante, afin d'empêcher les moutons d'entrer sur leurs parcelles. Ils sont informés que la pose de clôtures sur un terrain privé incombe au propriétaire. Sur le DPM, les éleveurs sont seulement autorisés à poser des clôtures électriques amovibles dans le cadre du pacage dirigé ou, avec une autorisation spécifique de l'État, à poser des clôtures dans des secteurs bien précis (pour interdire l'accès à une route par exemple).

Une riveraine fait part de contacts pris avec le Conservatoire du littoral pour leur vendre des parcelles sur le territoire de la commune de Bricqueville-sur-Mer. Le maire de la commune intervient pour préciser que les conseillers municipaux, dont l'avis est requis en l'absence de zone de préemption, se sont prononcés défavorablement sur l'intervention foncière du CdL sur la commune. Le conseil municipal ne souhaite pas devenir tributaire d'autorisations du Conservatoire et déplore qu'il n'entretienne pas les parcelles dont il est propriétaire. En tant que directeur du SyMEL, gestionnaire des terrains du CdL de la Manche, M. EL MANKOUCH ne partage pas le défaut d'entretien évoqué sur les terrains du Conservatoire. La Maire de Tourneville-sur-Mer ne partage pas non plus ce point de vue et témoigne de l'implication du SyMEL et du Conservatoire sur le foncier acquis sur le territoire de sa commune (4 parcelles concernées).

Le Maire de Bricqueville-sur-Mer précise qu'il est disposé à regarder, au cas par cas, les parcelles concernées par le projet de continuité du cheminement littoral et pour lesquelles les propriétaires envisagent des cessions au Conservatoire.

4. Présentation de la suite et du calendrier envisagé pour l'instruction de la SPPL (par Ludovic PESNEL, chargé de la gestion du DPM au SML)

- constitution d'un dossier de présentation de la SPPL motivant le tracé retenu ;
- soumission du dossier à enquête publique. Elle est envisagée au plus tôt à la fin des vacances d'été pour permettre aux propriétaires de résidences secondaires d'y participer. Ce délai est cependant ambitieux et s'il n'est pas tenu, l'enquête publique pourrait se tenir sur une période comprenant les vacances de la Toussaint, pour les mêmes raisons.
- soumission du dossier aux conseils municipaux concernés dès réception du rapport du commissaire enquêteur ;
- décision du préfet (arrêté) ou du ministre (décret) selon les avis rendus ;

- travaux puis ouverture de la SPPL le cas échéant.

5. Mot de conclusion par Monsieur le sous-préfet d'Avranches.

6. Échanges informels avec les riverains

Ces échanges sont l'occasion de réexpliquer, à plusieurs reprises, la consistance du DPM.

Il ressort des échanges avec Mme PARFAIT que la référence prise pour le calcul initial de la surface de terrain à lui racheter n'était pas bonne (milieu du lit du Ruet) et a conduit à la surévaluer. La CC GTM va refaire le calcul.

Conclusion

Cette réunion s'est déroulée dans le calme et les échanges ont été constructifs. Si quelques points doivent encore être vérifiés, le tracé ne devrait plus beaucoup évoluer. L'objectif de le passer en enquête publique en fin d'été semble trop ambitieux en raison notamment d'une visite terrain programmée avec les riverains de la cale de Lingreville début août et des congés de la période estivale. L'objectif d'une réunion publique sur une période englobant les vacances de la Toussaint semble plus réaliste.